

LES SYNDICATS ?

F.E.N.

— La FEN dit oui à l'informatique, mais nous voulons qu'elle soit un atout, non pas une contrainte supplémentaire dans l'enseignement.

La FEN affirme que l'informatique ne saurait faire de l'éducation une marchandise à consommer.

L'outil informatique est l'auxiliaire de l'enseignement donc de l'éducation ; il ne doit pas pour autant faire de l'enseignant un assisté permanent, pas davantage de l'enseigné un récepteur passif.

L'informatique n'est pas un service technique, mais une technique au service de l'utilisateur.

Il découle de ces deux conclusions cinq exigences de la FEN, en forme de propositions.

1. Une information permanente des personnels sur les expériences réalisées, leurs résultats, leurs conséquences et, pour commencer sur ce qui a été fait depuis dix ans dans les cinquante-huit lycées.

2. L'aptitude des personnels à concevoir eux-mêmes les programmes et à les utiliser librement.

3. Une formation des personnels d'éducation — formation initiale — qui soit conçue pour une réelle maîtrise de l'outil, et pour assurer leur capacité d'accès aux programmations.

Une formation des personnels de maintenance, nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des équipements, personnels pris en charge par le Service public.

4. Une élaboration démocratique des programmes pédagogiques qui utiliseront le support de l'informatique, impliquant la consultation des organisations syndicales et des organismes élus tels le CSEN ou le CNESER.

5. Le contrôle syndical sur la conception et sur le choix des machines informatiques (de telles sorte qu'il soit tenu compte des conditions de travail des personnels), sur le rythme de développement et d'extension de l'outil informatique, et sur les conséquences pédagogiques. Une commission nationale spéciale pourrait être chargée de cette tâche.

En définitive, le sens de notre action est clair : l'homme doit se garder de déléguer son intelligence.

Nous avons l'ambition de relever le grand défi de la culture, de mettre l'informatique à la disposition de la qualité de la vie, de manière à libérer le temps, pour jouir du temps.

(extrait de FEN-informations, N° 1 — 15 janvier 1981)



S.G.E.N.

NOUS avons analysé la position du SGEN à travers une série de notes rédigées pour le ministère de l'Education Nationale et de textes diffusés aux militants, depuis juin 1981.

Le SGEN constate que l'Education Nationale a jusqu'ici surtout pris comme le moyen de développer l'informatisation en banalisant, pour les enfants, un produit avec lequel les citoyens sont peu familiarisés et considère que la pression industrielle, par l'Agence de l'Informatique (ADI) et la Direction générale des télécommunications (DGT) devrait être mieux contenue. Ainsi des décisions précipitées ont été prises :

— les commandes de matériel : le choix des micro-ordinateurs est contesté. Le choix devrait être fait après avis des commissions ad hoc de l'Education Nationale.

— Il faudrait d'abord que les expériences passées (expérience des 58 lycées...) aient été analysées.

Le SGEN revendique donc que s'organise un vrai débat sur l'informatisation de la société qui éclaire des décisions prises en matière d'éducation. Il ne faut pas informatiser à tout prix mais réfléchir sur les finalités pédagogique, culturelle, sociale et économique de l'introduction de l'informatique à l'école.

De multiples questions se posent :

— le SGEN adhère à l'utilisation de l'informatique comme aide à l'enseignement mais réclame qu'on ne s'arrête pas à l'enseignement programmé et qu'on envisage aussi la modélisation, la simulation, l'accès aux bases de données... Notamment il se préoccupe du raccordement à Télétel (pourquoi faire, quels établissements mettre en liaison... ?)

— Le SGEN est très réticent à l'introduction de l'informatique comme nouvelle discipline qui deviendrait un instrument

de sélection (au détriment des sections qui n'auraient pas cette option), mais demande qu'elle soit utilisée dans les disciplines existantes, par une démarche pluridisciplinaire.

— Le SGEN insiste sur la nécessité d'introduire dans toute formation à l'informatique une réflexion sur les conséquences de l'informatisation : il ne suffit pas de faire inscrire l'étude de la loi, l'informatique et Libertés dans les programmes, il faut que cette réflexion soit véritablement engagée. Dans cette perspective, le SGEN a fait inscrire cet enseignement dans les programmes des formations professionnelles à l'informatique de l'Education Nationale, à l'exemple des IUT.

Enfin, le SGEN réclame que les moyens soient donnés à l'Education Nationale pour maîtriser l'informatisation de l'enseignement :

— analyser les expériences passées pour en tirer des orientations de recherche.

— Former les enseignants, non seulement à l'informatique, pour qu'ils ne soient pas de simples « presse-bouton », mais aussi à l'utilisation de l'outil, en développant une réflexion pédagogique pluridisciplinaire.

— Donner à l'Education Nationale les moyens de constituer ses propres outils pédagogiques, sous le contrôle et l'impulsion des centres de recherches pédagogiques, pour ne pas l'accuser à accepter ou à acheter des didacticiels conçus en dehors de ses finalités. Notamment, il faut refuser les didacticiels formés sur lesquels l'enseignant n'aurait aucun pouvoir.

— Définir les règles d'implantation des clubs informatiques, de l'achat de programmes d'éditeurs, de la connexion aux bases de données, pour contenir les pressions de toutes sortes qui s'exercent sur l'Education Nationale.